

afkar

idées

Editorial

Revue trimestrielle pour le dialogue
entre le Maghreb, l'Espagne et l'Europe

L'Union pour la Méditerranée a l'occasion de montrer son utilité. L'Union européenne et la Ligue arabe sont des organes fondateurs de la nouvelle Union. La France a fabriqué cette créature, née le 13 juillet 2008. L'Egypte et son président, Moubarak, ont appuyé l'initiative de Sarkozy. L'UpM a élu Barcelone comme siège. Personne ne sait si elle existera dans quelques années. Exister mais pas seulement dans les budgets et les bureaucraties étatiques. L'UpM existera si elle réussit à avoir une présence réelle, capable de résoudre des problèmes.

En ce moment l'un des plus graves et pressants se présente avec le dernier épisode de la nucléarisation de l'Iran. Le nouveau président iranien, dont la légitimité est douteuse après les dernières élections, maintient la corde tendue : voilà, en résumé, le dernier épisode. Les services d'intelligence américains, français, britanniques et allemands avaient détecté, il y a quatre ans, la construction d'installations souterraines près de Qom. L'activité de la station, destinée à la fabrication de combustible nucléaire, n'a pas encore commencé.

Pendant quatre ans, Mahmoud Ahmadinejad et ses collaborateurs ont caché le projet, bien que les USA et ses alliés l'aient surveillé depuis le début. Contrairement à Natanz, la dimension réduite de cette station la rend inutile pour la production de fuel civil. Elle serait par contre utile pour enrichir le combustible destiné à l'armement atomique.

Le sommet de Pittsburgh a produit un résultat inespéré. Le G-20 cherchait des réponses à la crise économique. Mais le 25 septembre, Obama, Sarkozy et Brown ont dû sortir à la tribune pour faire face à l'urgence. Le gouvernement iranien, a dit Obama, a essayé encore une fois de surprendre la communauté internationale... « Nous traçons dès maintenant une ligne » a dit le président. Sarkozy et Brown se sont prononcés en des termes plus durs. La chancelière Merkel, convoquée mais en réunion avec le président russe, a demandé d'être considérée présente, bien que l'Allemagne n'ait pas de force nucléaire.

Les services iraniens venaient de se rendre compte qu'ils avaient été découverts par les services occidentaux. La Maison Blanche décidait alors de rendre publique sa réac-

tion. Quelques heures auparavant, Ahmadinejad, mis en évidence, avait informé l'Organisme International de l'Energie Atomique (OIEA) de la nouvelle station en construction. L'OIEA a demandé immédiatement d'accéder sur place pour vérifier si « un quelconque matériel nucléaire avait été introduit dans les installations ». Ahmadinejad et ses collaborateurs ont soutenu la légalité de la nouvelle installation, dont ils ont informé avec quatre ans de retard. La station de Qom, soutenait Ali Akbar Salehi, responsable de l'Agence Iranienne de l'Energie Atomique, est conforme à ce qui est établi par l'OIEA. Mais l'Iran a renoncé à respecter les règles de l'OIEA. Au cours de ces journées de septembre, Ahmadinejad, présent à New York, ne prononça pas une parole dans les couloirs de l'Assemblée générale de l'ONU sur la nouvelle installation iranienne : il s'est limité à déclarer qu'il continuerait à coopérer avec les inspecteurs de l'organisme à Vienne.

Que peut faire l'UpM ? Beaucoup. D'un côté, la Ligue arabe peut, au nom des pays islamiques, avertir l'Iran du risque qu'Ahmadinejad lui fait encourir : sanctions très graves, suivies d'une action militaire. L'UpM peut aussi rappeler à Téhéran les probabilités de voir ce dénouement non désiré provoquer un déséquilibre sur trois continents, du Beijing jusqu'à Casablanca ou Lisbonne. Les ondes de l'échelle de Richter se prolongeraient peut-être pendant tout le XXI^e siècle.

En 2008, quatre grands américains, deux républicains et deux démocrates, Henry Kissinger, George Schultz, William Perry et Sam Nunn, expliquaient pourquoi l'heure était venue de supprimer les armes nucléaires. Le processus pourrait durer 10, 20 ans. Mais c'est, affirmaient-ils, la seule solution fiable. Un an plus tard, le 24 septembre, le Conseil de Sécurité a approuvé à l'unanimité une résolution pour arriver à un monde libre de la menace atomique. L'existence de l'UpM, où les pays développés – Royaume Uni, France, Allemagne – négocient avec la Ligue arabe et donc avec d'autres Etats attirés par le pouvoir de dissuasion de l'atome – Egypte, Arabie saoudite, Algérie –, peut être un instrument utile lorsqu'une faction extrême de l'Iran menace le monde avec son irréalisable aventure. ■

**L'Iran et l'Union
pour la Méditerranée**